

Les ouvriers et les salariés sont toujours les variables d'ajustement de la course aux profits pour les actionnaires

Alors que le groupe Michelin fait état d'un bénéfice s'élevant à près de 2 milliards d'euros en 2023 les annonces de fermetures d'usines se multiplient en Europe. Depuis le début des années 2000 la stratégie financière prime sur la stratégie industrielle. Les bénéfices priment sur les emplois et l'économie des territoires. Aujourd'hui les dirigeants de Michelin pilotent l'entreprise au niveau mondial en fonction d'indicateurs de rentabilité financière au profit des seuls actionnaires.

Une stratégie clairement annoncée ...

La stratégie de Michelin était pourtant clairement annoncée : En 2021 F. Menegaux, directeur général de Michelin prévenait « *Aucun site chez Michelin n'est pérenne* », annonçant une vague de 2 300 suppressions de postes dans le cadre d'un « plan de compétitivité » d'ici 2025, une purge d'un peu plus de 10 % de ses effectifs en France. Le solde commercial de la France dans la production de pneus est déficitaire depuis 2011. Aujourd'hui le déficit ne cesse de se creuser et atteint 900 millions d'euros par an.

A Cholet les effectifs dégringolaient depuis quelques années. 300 CDI ont été supprimés ces trois dernières années. Le site était passé sous la barre symbolique des 1 000 salariés et n'était même plus à la moitié de sa capacité de production.

... aux conséquences dramatiques ...

Au delà des près de 1000 emplois supprimés de Michelin, on peut estimer qu'au moins 500 emplois indirects seront également perdus sur le territoire Choletais. Certaines entreprises sous-traitantes (Onet : logistique / SPIE : mécanique et soudure / De Richebourg : nettoyage ...) travaillaient à 100 % pour Michelin.

... qui n'a pas suscité de réaction

Aujourd'hui déplorer la fermeture du site de Cholet et condamner le capitalisme voyou (cf les propos de G. Bourdouloux) tout en appartenant à des familles politiques qui depuis des décennies organisent délibérément la concurrence sauvage au niveau européen et mondial est une fumisterie. Que ce soit au niveau européen, à la tête de l'État, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, aux niveaux régional, départemental ou local les majorités de droite avaient la capacité d'agir. Elles ne l'ont pas fait au nom de la libre concurrence et non faussée. Elles continuent de défendre une économie mortifère pour l'emploi, les femmes et les hommes, l'environnement, les territoires. Exprimer la main sur le coeur leur solidarité avec les employés et leurs familles, c'est bien. Agir pour construire une réelle politique industrielle durable aurait été beaucoup mieux.

Colère et solidarité.

Nous comprenons et partageons la colère des employés qui ont été le jouet des financiers et de leurs complices politiques. Tous les Choletais connaissent un membre de leur famille, un ami, un voisin qui sera impacté. Notre solidarité, celle des Choletais, celle des entreprises Choletaises doit être aussi forte que possible pour permettre aux familles de traverser cette épreuve.

Etre aux côtés des employés

Les mesures annoncées par le groupe Michelin pour accompagner les employés et la volonté de pérenniser une production industrielle sur le site sont louables. Elles doivent devenir réalité. Aujourd'hui chacun doit faire en sorte que les employés retrouvent un emploi de qualité dans les mois à venir, en priorité sur le bassin d'emplois du Choletais. Dans le passé l'économie et l'industrie choletaise a montré de longue date sa capacité a traversé les crises (industrie du textile, de la chaussure, machines outils, Ampafrance / Dorel ...) en développant d'autres activités (ex : industrie agro-alimentaire ...) Aujourd'hui le contexte est globalement moins favorable pour l'industrie. Il est à craindre que de nombreux ouvriers rencontrent des difficultés pour retrouver un emploi pérenne qui réponde à leurs attentes.

Pour une économie au service de tous

Nous souhaitons qu'une Agence de Développement Economique comme l'ALDEV à Angers soit mise en place et ait les moyens de travailler pour développer une économie locale et durable en renforçant encore les TPE et PME et en rendant le territoire moins dépendant des très grandes entreprises.

L'esprit d'entreprise choletais est un atout. Mais cela ne pourra pas suffire si la sphère financière, les 1 % les plus riches, les très grandes entreprises, ceux qui ces dernières années ont bénéficié de milliards d'aides publiques et d'exonérations diverses font sécession, s'enrichissent sans commune mesure en exploitant sans limite les hommes et la nature. Cela ne suffira pas si aux niveaux européen, national, régional et local nous ne remettons pas l'économie et l'industrie au service de tous et non de quelques-uns. Cela ne suffira pas si on croit encore en une croissance sans fin dans un monde fini.

Franck Charruau, Franck Loiseau, Sylvie Tolassy